263, rue de Paris

Case 455

93514 Montreuil cdx

Tél : 01.55.82.88.00

Courriel :
contact@urifcgt.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au Plessis-Robinson comme ailleurs, l'extrême-droite n'a pas sa place dans le monde du travail comme dans la société !

C'est avec sidération et écœurement que nous apprenons l'organisation, le samedi 31 octobre 2026 à la Maison des Arts du Plessis-Robinson, d'un débat sur le thème de la « remigration » par la Fondation Polémia. Cette dernière, est présentée comme un « réservoir d'idées », est une structure dirigée par Jean-Yves Le Gallou, homme politique et théoricien politique français d'extrême droite. Au cours de son parcours, il a entretenu à plusieurs reprises des proximités ou des prises de position complaisantes à l'égard de la mouvance révisionniste et négationniste.

L'organisation d'un débat dont nous n'ignorons pas que le contenu sera rempli de haine, et de racisme, de xénophobie, de LGBTQUIA+phobie ne peut être tolérée. D'une part, car ils tomberont sous le coup de la loi pour incitation à la haine voir même à la limite du révisionnisme et du négationnisme. D'autre part, autoriser cette rencontre moins d'une semaine après l'acte meurtrier motivé par le racisme qui s'est déroulé le samedi 17 octobre dernier sur les communes de Trappes et de La Verrière est une insulte à la mémoire de Monsieur Pengo Bossio Wangi, qui a été assassiné, ainsi que des autres victimes.

Alors que nous constatons quotidiennement la complaisance de certains partis politiques dits de gouvernement et de lignes éditoriales à faire le jeu de la banalisation des idées et propos d'extrême-droite, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) a été saisie et s'est autosaisie sur de nombreux commentaires en lien avec la couverture médiatique des actes de violence lors des manifestations du samedi 17 octobre dernier.

Hier, mardi 27 octobre, une équipe du torchon Frontières, officine dévolue aux délires fascistes sous couvert de journalisme, est venue pour un pseudo-reportage en bas du journal Le Monde, un "reportage" consistant à harceler et à filmer sans leur autorisation des salarié·es sur leur lieu de travail.

Bien loin de chercher une quelconque vérité, ces sbires sont venus en mission de défense du Rassemblement national, pour tenter de nier toute responsabilité de ce parti dans l'attentat raciste et islamophobe de Trappes.

Toute proportion gardée, le droit constitutionnel de manifester est sérieusement remis en cause au nom du risque de trouble à l'ordre public mais la tenue d'un déferlement de propos haineux serait autorisée en toute tranquillité ! Si tel était le cas, il ne s'agirait ni plus ni moins que d'une nouvelle complaisance avec l'extrême-droite et d'une contribution active à la banalisation de ces propos et idées.

L'organisation de cette manifestation dans une structure publique est une insulte aux principes mêmes de notre démocratie reposant sur la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Nous enjoignons les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires pour interdire la tenue de cette rencontre comme de toutes autres rencontres dont le fil conducteur est l'expression décomplexée de propos empreints de haine, de négationniste et révisionniste.

Au travers de ce communiqué, l'URIF-CGT réadresse ses sincères condoléances à la famille de Monsieur Pengo Bossio Wangi et témoigne de sa solidarité aux victimes et à leurs proches. L'URIF-CGT rappelle sa disponibilité et son soutien à toutes les personnes victimes de comportements, propos ou actes de discrimination.

Intrinsèquement antifasciste et antiraciste, l'URIF-CGT comme toutes les organisations de la CGT est de tous les combats contre la haine et la discrimination au travail comme dans la société.

Montreuil le, Mercredi 28 Octobre 2026